

teurs d'uranium en vertu du contrat anglais, ce prix a semblé le plus approprié. Il a fallu tenir compte de nombreux facteurs pour établir ce prix qui nous a paru équitable.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Puis-je poser une question supplémentaire? Le premier ministre pourrait-il expliquer à la Chambre une chose qui pique la curiosité de bien des gens? Dans ce prix de \$4.90, n'y a-t-il pas une prime de 60c. Quelle est la nature de cette prime et à qui est-elle payable?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, je ne sache pas que ce prix comprenne une prime. Ajoutons que certains producteurs critiquent ce prix parce qu'ils le trouvent trop élevé, et d'autres parce qu'ils le jugent insuffisant.

Le très hon. M. Diefenbaker: Prévoit-on une prime dans cette affaire?

Le très hon. M. Pearson: Non.

L'hon. M. Monteith: Le ministre nous indiquerait-il, sous une forme ou sous une autre, par quelle formule le gouvernement a abouti à ce prix de \$4.90?

Le très hon. M. Pearson: J'ai tenu compte d'une chose. Un élément a été le prix fixé par le gouvernement britannique pour ses achats d'uranium. C'est le prix le plus proche du prix mondial que nous puissions déterminer à l'égard de ce produit.

INCLUSION DE LA RÉGION DE BANCROFT DANS LES ACHATS DE L'ÉTAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. A. Webb (Hastings-Frontenac): Ma question s'adresse au ministre du Commerce. Va-t-il donner à la Chambre l'assurance que les mines de la région de Bancroft seront parmi les entreprises ayant droit au soutien de l'État que le premier ministre a annoncé la semaine dernière? Le ministre n'estime-t-il pas que les restrictions qui accompagnent la mesure vont nuire aux futures ventes?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, l'offre que le premier ministre a annoncée ici s'adresse à toutes les mines déjà exploitées, ce qui n'exclut pas celle de Bancroft. Le premier ministre a clairement indiqué que le gouvernement est disposé à acheter une quantité convenable d'uranium à toutes les mines qui veulent bien le vendre à l'État \$4.90 aux fins d'entreposage.

Je tiens à dire aussi qu'en fixant ce prix, le gouvernement voulait notamment encourager les producteurs canadiens à vendre autant que possible à des acheteurs de l'étranger. Le prix de \$4.90 est provisoire, et nous espérons qu'en temps opportun, le prix mondial de l'uranium le dépassera de beaucoup.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Comme question complémentaire, puis-je demander au ministre si, quand le prix mondial dépassera le prix de \$4.90 pour les stocks, ce seront les exploitants des mines ou le gouvernement qui profiteront de cette hausse?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle, il est prévu que le gouvernement vendra, au prix mondial du moment, ses réserves achetées à \$4.90. Il devra éviter avec les mines en exploitation, toute concurrence qui nuirait à l'expansion régulière du rendement dans l'industrie canadienne de l'uranium. Toutefois, pour répondre précisément à la question, il s'agit d'un achat à forfait, et s'il y a un profit, c'est le gouvernement qui le gardera. Les mines intéressées ne sont pas obligées de vendre au gouvernement. L'offre d'achat est à \$4.90 en attendant l'augmentation de la demande mondiale.

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE- PROVINCIALE

APPROBATION DES PREMIERS MINISTRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. La convocation de la conférence fédérale-provinciale pour le 19 juillet a-t-elle reçu l'approbation de tous les premiers ministres des provinces?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, et j'espère pouvoir faire une déclaration sur la conférence et son ordre du jour dans le courant de la semaine.

L'INDUSTRIE

ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS DE VOITURES AMÉRICAINES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie. Le *Bulletin quotidien* du Bureau fédéral de la statistique annonce aujourd'hui que le nombre de voitures de fabrication américaine, importées au Canada au cours des quatre premiers mois de cette année, s'est accru de 9,682, sommet jamais